

EUROPE

Les impacts de la crise économique sur l'immigration

A cause de la crise, de nombreux travailleurs marocains en Europe risquent de perdre leur emploi. L'exemple de la Catalogne est édifiant.

Un peu partout en Europe, des voix s'élèvent pour crier au scandale. Les emplois des étrangers sont les premiers à être sacrifiés sur l'autel de la crise. La preuve en a été donnée par les chiffres en Catalogne dans un rapport publié par la Fondation Jaume Bofill sur le travail des immigrés. Dans cette région autonome d'Espagne, il est aujourd'hui clair que ce sont les Marocains qui perdent le plus leur emploi, surtout dans le secteur de la construction qui les employait le plus.

Basé sur les résultats de l'enquête sur la population active (EPA) de l'Institut national des

statistiques et une autre enquête menée par la Sécurité sociale, le rapport révèle que 30,5% des Marocains, les femmes beaucoup plus que les hommes, sont sans emploi contre 12,7% de la population autochtone. Le même document révèle que pas moins de 104.400 postes ont été perdus rien qu'entre le premier trimestre de 2008 et celui de 2009. C'est clair que la crise y est pour beaucoup. Mais, elle n'explique pas tout. Pour ce Marocain travaillant en Espagne depuis 20 ans, la discrimination à l'embauche est un secret de polichinelle en Espagne comme d'autres pays européens.

Par ailleurs, parce qu'un malheur n'arrive jamais seul, le rapport de la Fondation Jaume Bofill souligne que sur les 104.400 emplois perdus, seulement 17.000 sont inscrits à la sécurité sociale. Ce qui est en lui-même une véritable catastrophe sociale dont on parlait si peu, surtout quand les affaires marchaient sans gros problèmes. C'est seulement aujourd'hui qu'on s'indigne de l'ampleur de l'économie souterraine non seulement dans toute l'Espagne, mais dans toute l'Europe.

Autre constat qu'établissent les auteurs du rapport, celui relatif à la précarité des emplois tenus par les immigrés. Là en-

core, les Marocains forment la majorité. On apprend, à titre indicatif, que plus de 45% de Marocains effectuent des travaux d'ouvriers alors que d'une manière globale, 30,2% d'immigrés exercent dans ce domaine contre 13,8% pour l'ensemble de la population active de la Communauté de Catalogne. Là encore, la précarité touche aussi bien les hommes que les femmes. D'ailleurs, un rapport élaboré en Espagne par la commission de l'Immigration du syndicat Union générale des travailleurs (UGT) avait déjà révélé dernièrement que les Marocaines et les Algériennes, ont pris la relève des sud Américaines dans les emplois de domestiques dans

la province d'Alicante.

A cause du chômage ou de l'extrême précarité, l'Espagne espère un retour massif des immigrés dans leur pays d'origine. « Il y a certes un retour, mais il est loin d'être massif », notent des responsables espagnols. Avec la dégradation de la situation économique, ces derniers s'attendent à un changement de tendance qui serait favorable à leur politique de « dégraissage du pays des étrangers ». Mais, les Marocains résistent.

Mohamed Zainabi

Les réactions xénophobes se multiplient un peu partout en Europe et rendent la vie dure aux immigrés



seulement de l'Italie", a dit le chef de la diplomatie Franco Frattini lors de la même conférence de presse, estimant que l'Italie avait "appliqué (jeudi) le Pacte européen sur l'immigration signé en décembre".

Bruxelles a indiqué qu'elle réservait sa réponse sur ce rapatriement.

Ce rapatriement direct en Libye a été dénoncé par les organisations de défense des droits de l'homme et le Haut commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR) au motif que les clandestins n'ont pas eu la possibilité de déposer une demande d'asile. Le Vatican l'a également critiqué.

Source : AFP

Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi a défendu le 9 mai dernier le droit de son pays de rapatrier directement des clandestins interceptés en mer en Libye, affirmant qu'il n'y avait eu aucune violation des droits de l'homme dans cette affaire, lors d'une conférence de presse.

"Quand nous repoussons les clandestins, nous le faisons au nom de la Pologne, de l'Irlande, de l'Allemagne.....pas

Un élu du parti anti-immigrés de la Ligue du Nord a proposé que des sièges soient réservés aux Italiens dans les transports en commun, suscitant ainsi une vive polémique avec l'opposition de gauche et la condamnation d'une partie de la droite.

"Réservez des sièges aux Milanais, comme ceux qui sont réservés aux handicapés et aux femmes. Parce que bientôt, si l'immigration ne s'arrête pas,

ils deviendront une minorité à protéger", a lancé jeudi 7 mai lors d'une réunion, Matteo Salvini, candidat aux élections



européennes, secrétaire provincial de la Ligue dans la région de Milan (nord) et conseiller municipal de la ville.

Devant le concert de protestations, le responsable local de la Ligue a rectifié le tir, assurant que sa proposition, rap-

portée par plusieurs quotidiens, était "une plaisanterie, une provocation".

Source : MAP

Le gouvernement suisse, confronté à une hausse du chômage dans le pays, étudie la mise en place de limites temporaires à l'immigration de demandeurs d'emploi européens, selon un journal suisse.

"S'appuyant sur les dernières statistiques du marché de l'emploi et des migrations, le gouvernement rendra rapidement sa décision sur une possible activation de la clause de protection", a indiqué Philippe Piatti, porte-parole du département de la justice.

En vertu d'un accord passé entre la Suisse et l'Union européenne, les demandeurs d'emploi européens peuvent obtenir du travail en Suisse sans être soumis à un système de quotas de permis de travail.

Selon le journal zurichois Tages Anzeiger, le sujet sera discuté mercredi 13 mai par le gouvernement suisse.

Source : AFP